

Service PRE – Secteur Elevages
9, rue du sabot
22440 PLOUFRAGAN

PLOUFRAGAN, le 24/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/11/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARL PECHARD

PLUSSANHOARN
22320 Plussulien

Références : CONDI-RTOG-2022-11-15-01
Code AIOT : 0052204704

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/11/2022 dans l'établissement SARL PECHARD implanté PLUSSANHOARN 22320 PLUSSULIEN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'exploitation SARL PECHARD, constituée de 2 sites lieux-dits "Plussanhouarn" et "Kermenguy" sur la commune de PLUSSULIEN est contrôlée dans le cadre de la conditionnalité des aides PAC, domaine environnement : directives nitrates et directives oiseaux et habitats.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL PECHARD
- PLUSSANHOARN 22320 PLUSSULIEN
- Code AIOT : 0052204704
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La SARL PECHARD est une exploitation porcine naisseur-engraisseur, autorisée par l'arrêté préfectoral du 28/03/2018 à produire un élevage de 6110 animaux équivalents sur le site "Plussanhouarn" en régime ICPE autorisation, ainsi que 1344 animaux équivalents sur le site de "Kermenguy" en régime ICPE enregistrement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Conditionnalité des aides PAC domaine Environnement, Directives Nitrates, Directives Oiseaux et Habitats, IED.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier	Arrêté Préfectoral du 28/03/2018, article 1A et 1B	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Notification des changements du plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d	/	Lettre de suite préfectorale	
7	Bordereaux entre exploitant et prêteurs de terres	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37	/	Lettre de suite préfectorale	
9	MTD16 Émissions atmosphériques d'NH3, fosses à lisier	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	/	Lettre de suite préfectorale	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Étanchéité des ouvrages de stockage d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II	/	Sans objet
3	Calcul du 170 kg/SAU	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16-II	/	Sans objet
4	Respect de l'équilibre de la fertilisation azotée	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-1	/	Sans objet
6	Tenue du cahier d'épandage (zones vulnérables)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37	/	Sans objet
8	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-II	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les non-conformités suivantes ont été relevées :

- Non-respect des effectifs autorisés : cette non-conformité a fait l'objet d'un rappel réglementaire lors du contrôle précédent en date du 04/07/2019. En conséquence, l'absence de mise en conformité entraîne une mise en demeure.
- Changement du plan d'épandage : tout changement doit être notifié au préfet. Cependant un dossier de mise à jour de la gestion des déjections est en cours d'instruction. Cette non-conformité fait donc l'objet d'un rappel réglementaire.
- Bordereaux entre exploitant et prêteurs : absence de signatures. Cette non-conformité fait l'objet d'un rappel réglementaire.
- Couverture des fosses : dans le cadre de l'arrêt de la station de traitement, toutes les fosses destinées à recevoir des effluents, doivent être couvertes conformément à la réglementation IED.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/03/2018, article 1A et 1B
Thème(s) : Élevage, dispositions générales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 1er : Bénéficiaire et portée de l'autorisation Les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2012 sont modifiées comme suit : "A - 1. 1. - La SARL PECHARD, ci-après dénommé l'exploitant, domicilié au lieu-dit "Plussanhouarn" sur la commune de PLUSSULIEN, est autorisé sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à cette adresse à moins de 100 mètres des tiers, un élevage porcin dont la capacité maximale est de 3 712 emplacements pour les porcs de production de plus de 30 kg et 6 110 animaux équivalents. (...) 1.2.3. Effectifs autorisés Reproducteurs (Truies, verrats, cochettes saillies) : effectif moyen annuel 520 Charcutiers : production annuelle 11734 Porcelets : production annuelle 11330 (...) B - La SARL PECHARD, ci-après dénommé l'éleveur, sise à PLUSSULIEN au lieu-dit "Kermenguy", à moins de 100 mètres des tiers les plus proches, un élevage porcin dont la capacité maximale est de 1 344 animaux équivalents à savoir : 580 post-sevrage (116 AE), 1 188 engraissement (1 188 AE) 40 quarantaine (40 AE)".
Constats : NON CONFORME Les effectifs cumulés site de Plussanhouarn et site de Kermenguy sont : - 520 porcs reproducteurs en moyenne par an - 15374 porcs charcutiers produits par an - 16120 porcelets produits par an. Les effectifs relevés lors de l'inspection sur le bilan annuel 2021 fourni : - 534,5 truies présentes - 15394 porcs charcutiers produits - 15536 porcelets produits
Observations : Cette non-conformité, déjà relevée lors de l'inspection du 04/07/2019, avait fait l'objet d'un rappel réglementaire à l'issue de celle-ci.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Étanchéité des ouvrages de stockage d'effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II
Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle/DN
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité. Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er juin 2005 et avant le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats. Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.
Constats : CONFORME
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Calcul du 170 kg/SAU

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16-II
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse/DN
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Directive Nitrates du 31/12/1991 : ANNEXEIII : Ces mesures assurent que, pour chaque exploitation ou élevage, la quantité d'effluents d'élevage épandue annuellement, y compris par les animaux eux-mêmes, ne dépasse pas une quantité donnée par hectare. Cette quantité donnée par hectare correspond à la quantité d'effluents contenant 170 kilogrammes d'azote.
Constats : CONFORME SAU : 238 ha (DFA 21/22) Azote produit CORPEN, sur les effectifs déclarés DFA 2021-2022 : 54358 uN 17463 uN entrant en station de traitement (-30 uN car seule la centri est utilisée) Bordereaux livraison : 4383 uN sorti en brut; 5964 uN lisier sortie centri et 5696 uN refus station. Reste TEP : 38321 uN Soit 161 uN/ha de SAU
Observations : Remarque : un BRS est produit par l'éleveur mais celui-ci n'est pas validé au dossier, les normes à utiliser pour les calculs sont donc les normes CORPEN.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Respect de l'équilibre de la fertilisation azotée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-1
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse/DN
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, la dose d'azote épandue est déterminée conformément aux règles définies par les programmes d'actions nitrates en matière notamment d'équilibre prévisionnel de la fertilisation azotée.
Constats : CONFORME
Observations : Ilots contrôlés par rapport aux documents de fertilisation 2021/2022 : . 7-1 La Grande Kermenguy - surface 28,76 ha - production : orge d'hiver . 3-2 Le Bot - surface 17,54 ha - production : blé tendre d'hiver . 6-2 Chez Milie - surface 12,91 ha - production : maïs grain
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Notification des changements du plan d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet. La notification contient pour la ou les surfaces concernées les références cadastrales ou le numéro d'ilot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (ilot PAC), la superficie totale, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et l'aptitude des terres à l'épandage. Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie sont mis à jour. Lorsque les surfaces ont déjà fait l'objet d'un plan d'épandage d'une installation classée autorisée ou enregistrée, et si les conditions sont similaires notamment au regard de la nature des effluents entre le nouveau plan d'épandage et l'ancien, la transmission de l'aptitude des terres à l'épandage peut être remplacée par les références de l'acte réglementaire précisant le plan d'épandage antérieur dont elles sont issues.
Constats : NON CONFORME. Au moment de l'inspection, la SARL PECHARD est autorisée par l'AP modifié du 28/03/2018. L'installation doit être exploitées conformément au dossier annexé. Des changements dans la gestion des effluents : traitement, transfert, prêteurs de terre ont été effectués. Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet. Cependant, un dossier, avec mise à jour du plan d'épandage est en cours d'instruction (déposé le 20/10/2021).
Observations : Un dossier avec mise à jour du plan d'épandage, est en cours d'instruction au moment du contrôle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 6 : Tenue du cahier d'épandage (zones vulnérables)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse/DN
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant et à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées pendant une durée de cinq ans, comporte pour chacune des surfaces réceptrices épandues exploitées en propre : 1. Les superficies effectivement épandues ; 3. Les dates d'épandage ; 4. La nature des cultures ; 5. Les rendements des cultures ; 6. Les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral ; 7. Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ; 8. Le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).
Constats : CONFORME
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Bordereaux entre exploitant et prêteurs de terres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse/DN
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lorsque les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage. Il comporte l'identification des surfaces réceptrices, les volumes d'effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement épandus et les quantités d'azote correspondantes. En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, l'établissement des bordereaux d'échanges et du cahier d'enregistrement définis au IV de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé est considéré remplir les obligations définies au présent article, à condition que le cahier d'épandage soit complété pour chaque îlot cultural par les informations 2, 7 et 8 ci-dessus. Le cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
Constats : NON CONFORME Les bordereaux fournis pour la campagne 2021/2022 ne sont pas signés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 8 : Mise en œuvre des MTD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-II
Thème(s) : Élevage, Dossier
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Au plus tard le 21 février 2021, « l'exploitant d'une installation visée au I met en œuvre les meilleures techniques disponibles applicables aux installations mentionnées au I. ».</p> <p>Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'installation respecte les niveaux d'émission.</p> <p>L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés.</p>
Constats : CONFORME
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : MTD16 Émissions atmosphériques d'NH₃, fosse à lisier

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 16
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Couvrir la fosse à lisier. À cet effet, il est possible d'utiliser une des techniques suivantes: 1. couverture rigide; 2. couvertures souples; 3. couvertures flottantes, telles que: — balles en plastique; — matériaux légers en vrac; — couvertures souples flottantes; — plaques géométriques en plastique; — couvertures gonflables; — croûte naturelle; — paille.</p>
<p>Constats : NON CONFORME La station de traitement est partiellement arrêtée (seule la centrifugation est encore en fonction). Toutes les fosses destinées à recevoir du lisier doivent être couvertes conformément à la réglementation IED.</p>
Observations : Les fosses destinées à devenir des réserves incendie devront être préalablement validées par le SDIS puis validées dans un dossier transmis aux services ICPE.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale